L'historiographie allemande et le mythe d'une « guerre de libération » en 1813. Le cas du royaume de Westphalie

Armin Owzar

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/allemande/465>

DOI : 10.4000/allemande.465

ISSN : 2605-7913

Éditeur

Société d'études allemandes

Édition imprimée

Date de publication : 26 juin 2015

Pagination : 117-133

ISSN : 0035-0974

Référence électronique

Armin Owzar, « L'historiographie allemande et le mythe d'une « guerre de libération » en 1813. Le cas du royaume de Westphalie », *Revue d'Allemagne et des pays de langue allemande* [En ligne], 47-1 | 2015, mis en ligne le 13 décembre 2017, consulté le 20 mai 2021. URL : <http://journals.openedition.org/allemande/465> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/allemande.465>

L'historiographie allemande et le mythe d'une « guerre de libération » en 1813. Le cas du royaume de Westphalie⁽¹⁾

■ Armin Owzar*

« La question vraie de l'histoire est moins celle de son caractère scientifique que celle de sa fonction sociale et politique. [...] Que signifie donc le fait, *ici et maintenant*, qu'on s'attache à rappeler le révolu ? Qu'on s'applique à telle "période" plutôt qu'à telle autre ? Qu'on analyse les "documents" – ou ce qu'on tient pour tel – ainsi plutôt qu'autrement ? »⁽²⁾

Très souvent, les historiens décrivent les événements de 1812-1814, depuis la campagne de Russie jusqu'à la campagne de France, comme un seul et même phénomène unitaire s'inscrivant dans l'histoire contemporaine. Par exemple le publiciste et historien allemand Johannes Willms parle dans sa biographie de *Napoléon* d'une insurrection de l'Europe (*Aufstand Europas*)⁽³⁾ tandis que l'historien militaire britannique Jonathon Peter Riley utilise même le terme de « guerre mondiale »⁽⁴⁾. Au-delà d'une telle tendance à européaniser ou à globaliser les phénomènes de cette période, on observe aussi une perspective récurrente consistant à interpréter les opérations de guerre comme des événements s'inscrivant dans les histoires nationales respectives des pays concernés. Mais tandis que les historiens, aussi bien

* Professeur en histoire, Département d'études germaniques, Université de Paris III / Sorbonne Nouvelle.

1 Je remercie Valérie Robert (Université de Paris III / Sorbonne Nouvelle), Nicolas Bourguinat et Catherine Maurer (Université de Strasbourg) pour leurs remarques critiques.

2 François CHÂTELET, « L'histoire », in : F. CHÂTELET (dir.), *Histoire de la philosophie. Idées, doctrines*, vol. 7 : *La philosophie des sciences sociales (de 1860 à nos jours)*, Paris, 1973, p. 210-241, ici p. 210.

3 Johannes WILLMS, *Napoleon. Eine Biographie*, Munich, 2008, p. 572.

4 Jonathon P. RILEY, *Napoleon and the World War of 1813. Lessons in Coalition Warfighting*, Londres/Portland (OR), 2000.

anglophones que francophones, préfèrent des termes neutres et parlent très souvent des « guerres de Napoléon » ou des « guerres napoléoniennes » (dans l'historiographie anglo-américaine)⁽⁵⁾ ou de « la campagne d'Allemagne » (dans l'historiographie francophone)⁽⁶⁾, les historiens russes préfèrent le terme de « guerre patriotique » (qui insinue qu'il existe un parallèle avec la « Grande guerre patriotique » de 1941 à 1945⁽⁷⁾), alors que la majorité des auteurs allemands selon leurs orientations politiques utilisent les notions de « guerres de libération » (*Befreiungskriege*), « guerres pour la liberté » (*Freiheitskriege*) ou, depuis une décennie, « guerres (anti-)napoléoniennes » pour décrire cette période, y compris l'effondrement du royaume de Westphalie en automne 1813⁽⁸⁾. Friedrich Meinecke – considéré comme un des représentants centraux de l'historiographie allemande de son temps et qui fut entre 1896 et 1935 le directeur de la *Historische Zeitschrift* (jusqu'à nos jours une des revues historiques les plus importantes en Allemagne) – utilisa même le singulier (*Befreiungskampf*) et caractérisa les années entre 1795 et 1815 comme l'âge du soulèvement allemand (*Zeitalter der deutschen Erhebung*)⁽⁹⁾.

Toutefois, il y a quelques arguments pour soutenir la thèse que cela représenta davantage qu'un événement unitaire. Les hostilités se déroulèrent de différentes manières en Europe, et particulièrement en Allemagne. À la différence de l'Espagne où l'on a eu une véritable guérilla⁽¹⁰⁾, au contraire de la campagne de Russie qui a été décrite comme « le premier exemple historique de la guerre totale »⁽¹¹⁾, et au contraire de la bataille de Leipzig qui fut menée par des souverains d'une manière traditionnelle et qui coûta la vie à des dizaines de milliers de personnes⁽¹²⁾, la Westphalie n'a connu que quelques escarmouches. Bien que beaucoup des insurrections de la Confédération du Rhin aient eu lieu sur ce territoire (qui comprenait des régions appartenant à la Rhénanie du Nord-Westphalie, la Hesse, la Basse-Saxe, la Saxe-Anhalt et même à la Thuringe d'aujourd'hui), la dissolution du royaume se passa d'une manière peu

5 Charles J. ESDAILE, *The Wars of Napoleon*, Londres/New York 1995 ; David GATES, *The Napoleonic Wars 1803-1815*, Londres, 1997.

6 Roger DUFRAISSE, Michel KERAUTRET, *La France napoléonienne. Aspects extérieurs 1799-1815* (Nouvelle histoire de la France contemporaine, 5), Paris, 1999, p. 232 ; Jacques-Olivier BOUDON, *Histoire du Consulat et de l'Empire*, Paris, 2007, p. 379. On trouve rarement une notion comme « l'échec des "royaumes frères" » faisant allusion au concept des "républiques sœurs" de la Révolution française (Thierry LENTZ, *La France et l'Europe de Napoléon. 1804-1814* [Nouvelle histoire du premier empire, 3], Paris, 2007, p. 726).

7 Cf. Любомир Григорьевич Бескровный, *Отечественная война 1812 года*, Moscou, 1962.

8 Voici quelques exemples récemment parus : Hans-Dieter OTTO, *Für Einigkeit und Recht und Freiheit. Die deutschen Befreiungskriege gegen Napoleon 1806-1815*, Ostfildern, 2013 ; Stephan HUCK, *Geschichte der Freiheitskriege. CD-Rom mit Begleitband* (Hilfen für die Historische Bildung, 1), Potsdam, 2004. Cf. aussi la série *Die Revolutions- und Napoleonischen Kriege in der europäischen Erinnerung*, éditée par Arnd Bauerkämper, Étienne François et Karen Hagemann.

9 Friedrich MEINECKE, *Das Zeitalter der deutschen Erhebung (1795-1815)* (1906), Göttingen, 1963.

10 Voir Martin RINK, « Die 'Erfindung' des Guerillakrieges. Der 'Dos de Mayo' 1808 – Auftakt zum Spanischen Unabhängigkeitskrieg », *Militärgeschichte. Zeitschrift für Historische Bildung*, 2008, p. 4-9.

11 Adam ZAMOYSKI, *1812: La campagne tragique de Napoléon en Russie*, Paris, 2014.

12 Voir Hans-Ulrich THAMER, *Die Völkerschlacht bei Leipzig. Europas Kampf gegen Napoleon*, Munich, 2013.

dramatique – même à Cassel, la capitale où quelques citoyens sont intervenus dans les combats entre les troupes westphaliennes, françaises et cosaques⁽¹³⁾.

Néanmoins, au mépris de la marginalité de cet événement en Westphalie, une analyse de sa représentation dans l'historiographie allemande, dans les manuels de l'histoire westphalienne comme dans les articles publiés dans les revues spécialisées, permettra d'en tirer de précieux enseignements : notamment sur les mentalités politiques du groupe professionnel des historiens, qui a toujours fait partie de la bourgeoisie cultivée allemande et qui a appartenu aux *Deutungseliten* aux XIX^e et XX^e siècles. Car, d'un côté, il n'y eut dans aucune autre région allemande autant d'insurrections. Rappelons-nous le soulèvement de Wilhelm von Dörnberg lancé le 22 avril 1809 ou l'expédition du major Ferdinand von Schill la même année⁽¹⁴⁾. D'un autre côté, le royaume de Westphalie ayant été fondé en 1807 afin de servir d'État modèle, non seulement au sein de la Confédération du Rhin mais plus largement en Europe centrale, fut également considéré par beaucoup d'historiens comme un protagoniste de la modernisation⁽¹⁵⁾ – même si l'écart entre ambitions réformatrices et réalité s'est agrandi continuellement, surtout dans ses dernières années⁽¹⁶⁾. Enfin c'est le royaume de Westphalie qui fut le premier État constitutionnel en Allemagne, le premier qui introduisit l'égalité devant la loi et qui disposa – après l'éphémère convent rhénan-allemand de Mayence de 1793 – d'un parlement moderne⁽¹⁷⁾.

13 Pour une étude récente de l'effondrement du royaume de Westphalie, voir Jacques-Olivier BOUDON, *Le roi Jérôme. Frère prodigue de Napoléon, (1784-1860)*, Paris, 2008, p. 362-395. On profite encore, jusqu'aujourd'hui, de l'étude détaillée parue à la fin du XIX^e siècle : Arthur KLEINSCHMIDT, *Geschichte des Königreichs Westfalen* (Geschichte der europäischen Staaten), Gotha, 1893, p. 604-654. Cf. aussi Arthur KLEINSCHMIDT, « Aus den letzten Tagen des Königreiches Westphalen », *Zeitschrift des Vereins für hessische Geschichte und Landeskunde*, 16 (1891), p. 244-284 ; Rudolf GOECKE, Theodor ILGEN, *Das Königreich Westphalen. Sieben Jahre französischer Fremdherrschaft im Herzen Deutschlands. 1807-1813*, Düsseldorf, 1888, p. 247-272. Pour les développements dans le Nord de la Westphalie, voir aussi Helmut STUBBE DA LUZ, *Okkupanten und Okkupierte. Napoleons Statthalterregimes in den Hansestädten*, vol. 3 : *Konterokkupation – (Re-)Occupatio bellicissima – Ausnahmezustand*, Munich, 2006, p. 267-296.

14 Voir Veitz VELTZKE (dir.), *Für die Freiheit – gegen Napoleon: Ferdinand von Schill, Preußen und die deutsche Nation*, Cologne, 2009. Voir aussi Karl LYNKER, *Geschichte der Insurrectionen wider das westphälische Gouvernement. Beitrag zur Geschichte des deutschen Freiheitskrieges*, Cassel, 1857 ; Wilhelm LANGE, « Kleine Beiträge zur Geschichte der Insurrectionen gegen die westfälische Regierung », *Zeitschrift des Vereins für hessische Geschichte und Landeskunde*, 47/37 (1914), p. 138-156.

15 Voir Armin OWZAR, « Fremde Herrschaft – fremdes Recht ? Deutungen der napoleonischen Verfassungspolitik in Westfalen im 19. und 20. Jahrhundert », *Westfälische Forschungen*, 51 (2001), éd. par Clemens Wischermann, p. 75-105.

16 Voir Gerd DETHLEFS, Armin OWZAR, Gisela WEISS (dir.), *Modell und Wirklichkeit. Politik, Kultur und Gesellschaft im Großherzogtum Berg und im Königreich Westphalen* (Forschungen zur Regionalgeschichte, 56), Paderborn, 2008.

17 Pour une édition bilingue de la constitution westphalienne, voir Klaus ROB (dir.), *Regierungsakten des Königreichs Westphalen 1807-1813* (Quellen zu den Reformen in den Rheinbundstaaten, 2), Munich, 1992, p. 41-57. Pour une description de l'architecture et des fonctions ainsi que des données biographiques sur les députés du parlement westphalien, voir Jochen LENGEMANN, *Parlamente in Hessen 1808-1813. Biographisches Handbuch des Königreichs Westphalen und der Ständeversammlung des Großherzogtums Frankfurt* (Vorgeschichte und Geschichte des Parlamentarismus in Hessen, 7), Francfort-sur-le Main, 1991.

Dans les considérations qui suivent, je me concentrerai sur un aspect central de la culture politique allemande : l'essor des différentes conceptions de la liberté dans l'historiographie entre 1871 et 2014⁽¹⁸⁾. Cent quarante-trois ans, c'est une longue période qui particulièrement pour l'Allemagne a été marquée par de nombreuses ruptures et par l'alternance de plusieurs systèmes politiques distincts : une monarchie constitutionnelle (l'Empire allemand de 1871-1918), deux démocraties (la République de Weimar et la RFA) aussi bien que deux dictatures (le Troisième Reich et la RDA)⁽¹⁹⁾. Et chacun de ces systèmes a diffusé ses propres conceptions de liberté : nationalistes-identitaires, libéraux ou socialistes⁽²⁰⁾. Ces conceptions, indépendantes, officielles ou officieuses, correspondaient-elles aux vues de la bourgeoisie de talents, ici représentée par le groupe professionnel des historiens – ou y avait-il des divergences ? Une telle analyse discursive peut en tout cas permettre d'aboutir à de nouvelles hypothèses sur la culture politique allemande – notamment pour les périodes où les conceptions couramment professées de la liberté ne s'harmonisent pas bien avec les valeurs et les convictions des différents systèmes politiques considérés.

Pour identifier et décrire les différentes conceptions de la liberté, trois approches seront retenues : en premier lieu, j'analyserai les termes techniques utilisés pour caractériser les événements conflictuels et l'autorité napoléonienne. On perçoit qu'il y a une grande différence selon que l'on parle d'une « guerre de libération », d'une « guerre pour la liberté » ou des « guerres (anti-)napoléoniennes » ou simplement des « événements militaires de l'an 1813 »⁽²¹⁾. Tout aussi essentiel est le choix des termes désignant

18 Cet article s'appuie sur les recherches que j'ai entreprises pour une monographie sur la politique et la culture constitutionnelle du royaume de Westphalie. Pour des données et références complémentaires, voir aussi Armin OWZAR, « 'Deutsche Freiheit' oder 'Liberté'? Deutungen der westphälischen Ereignisse von 1813 in der deutschen Geschichtswissenschaft », in : Roland GEHRKE (dir.), *Von Breslau nach Leipzig. Wahrnehmung, Erinnerung und Deutung der antinapoleonischen Befreiungskriege* (Neue Forschungen zur Schlesischen Geschichte, XX), Cologne, 2014, p. 241-261 ; Armin OWZAR, « Kassel 1813. Historiographische Deutungen eines militärischen Ereignisses », in : Horst CARL, Ute PLANERT (dir.), *Militärische Erinnerungskulturen vom 14. bis zum 19. Jahrhundert. Träger – Medien – Deutungskonkurrenzen* (Herrschaft und soziale Systeme in der Frühen Neuzeit), Göttingen, 2012, p. 347-376. Pour les décennies précédentes, voir le travail de thèse de Ferdi AKALTIN, *Die Befreiungskriege im Geschichtsbild der Deutschen im 19. Jahrhundert*, Francfort-sur-le-Main, 1997 et l'article de Christopher CLARK, « The Wars of Liberation in Prussian Memory: Reflections on the Memorialization of War in Early Nineteenth-Century Germany », *Journal of Modern History*, 68 (1996), p. 550-576. Voir aussi Anika BETHAN, *Napoleons Königreich Westphalen. Lokale, deutsche und europäische Erinnerungen* (Die Revolutions- und Napoleonischen Kriege in der europäischen Erinnerung), Paderborn, 2012.

19 Pour une vue d'ensemble de l'histoire allemande contemporaine publiée récemment en français, voir Johann CHAPOUTOT, *Histoire de l'Allemagne (1806 à nos jours)*, Paris, 2014 ; Heinrich August WINKLER, *Histoire de l'Allemagne, XIX^e-XX^e siècle. Le long chemin vers l'Occident*, Paris, 2005.

20 En ce qui concerne le sens et l'emploi du terme dans la zone linguistique germanique aux XIX^e et XX^e siècles, voir Christoph DIPPER, « Der Freiheitsbegriff im 19. Jahrhundert » et le bref aperçu du XX^e siècle par Werner CONZE, in : Otto BRUNNER, Werner CONZE, Reinhart KOSSELACK (dir.), *Geschichtliche Grundbegriffe. Historisches Lexikon zur politisch sozialen Sprache in Deutschland*, vol. 2, Stuttgart, 1979, p. 488-538 et p. 538-542.

21 Quant aux débats sur le choix d'un de ces termes, voir Elisabeth FEHRENBACH, *Vom Ancien Régime zum Wiener Kongress*, Munich, 2008 (5^e éd.), p. 246 sq. ; Helmut BERDING, « Das geschichtliche Problem der Freiheitskriege 1813-1814 », in : Karl Otmar von ARETIN, Gerhard A. RITTER (dir.), *Historismus*

la situation dont on s'est libéré. On note ici encore une grande différence selon que l'on évoque une « domination étrangère », un « État modèle » ou un « système militariste ». En second lieu, une certaine vue de la liberté apparaît manifeste dans l'appréciation qui est proposée des acteurs centraux de l'histoire de l'Allemagne napoléonienne. Ainsi, une historiographie qui se concentre sur les « grands hommes » semblant forger les événements, surtout les princes ou les dirigeants politiques et militaires, propage des vues plus individualistes qu'une approche intégrant le rôle des groupes sociaux ou qu'une histoire sociale se concentrant sur des structures anonymes. Troisièmement, on tirera des enseignements conséquents de l'importance attribuée aux événements au cours de l'histoire allemande contemporaine. Au regard du concept de liberté, il est très différent de faire démarrer l'histoire contemporaine de l'Allemagne avec la chute de la domination napoléonienne en 1813 ou bien avec l'intervention de la Grande Armée et les annexions françaises de 1806-1807, ou bien plus tôt encore. Si l'on confronte ces trois approches, on peut établir un tableau des différentes stratégies narratives ajustées à ce « récit national » des Allemands et des différentes conceptions de la liberté qui leur servent de socle.

Commençons par l'historiographie de l'Empire allemand. Les partisans de la *Sonderwegstheese*, ces historiens qui affirment l'existence d'une « voie particulière », suivie par les Allemands en général et par la bourgeoisie allemande en particulier au moins depuis 1849⁽²²⁾, ont critiqué les couches bourgeoises pour leur mentalité nationaliste. Qu'ils partagent ou non cette interprétation, les historiens sont toujours convaincus, en tout cas pour la plupart, que la majorité de la bourgeoisie allemande était francophobe, surtout sous le Deuxième Reich⁽²³⁾. Peut-on vérifier cette hypothèse par une analyse de l'historiographie? En ce qui concerne le centenaire de la bataille de Leipzig en 1913, l'historien Peter Brandt a déjà indiqué qu'ont cohabité différentes cultures commémoratives, concurrentes entre elles. Non seulement des fêtes monarchiques et ultranationalistes ont été organisées par l'État wilhelmien, mais il y eut aussi des festivités indépendantes célébrées par des adhérents du mouvement de jeunesse libre, ou par les réformistes bourgeois, ou encore par les sociaux-démocrates⁽²⁴⁾.

Différentes perspectives coexistaient dans le milieu de la bourgeoisie savante. Parmi les historiens établis de cette époque, on trouve surtout deux interprétations

und Moderne Geschichtswissenschaft. Europa zwischen Revolution und Restauration 1797-1815. Drittes deutsch-sowjetisches Historikertreffen in der Bundesrepublik Deutschland. München, 13.-18. März 1978, Stuttgart, 1987, p. 201-215.

22 Pour une critique de la thèse d'une « voie particulière », voir Thomas NIPPERDEY, « 1933 und die Kontinuität der deutschen Geschichte », *Historische Zeitschrift*, 227 (1978), p. 86-111; David BLACKBOURN, Geoff ELEY, *Mythen deutscher Geschichte. Die gescheiterte bürgerliche Revolution von 1848*, Frankfurt-sur-le-Main et al., 1980; Helga GREBING, 'Der deutsche Sonderweg' in Europa 1806-1945. Eine Kritik, Stuttgart, 1986. Voir aussi François GENTON, « Penser les transitions démocratiques en Allemagne après 1945 », *ILCEA*, 13/2 (<http://ilcea.revues.org/876>) (24.11.2004, 14 h).

23 Cf. surtout Michael JEISMANN, *Das Vaterland der Feinde. Studien zum nationalen Feindbegriff und Selbstverständnis in Deutschland und Frankreich 1792-1918*, Stuttgart, 1992.

24 Voir Peter BRANDT, « Die Befreiungskriege von 1813 bis 1815 in der deutschen Geschichte », in: P. BRANDT, *An der Schwelle zur Moderne. Deutschland um 1800*, Bonn, 1999, p. 83-115, ici p. 83.

des événements de l'an 1813 : d'une part, l'interprétation d'une minorité prussophile et conservatrice qui condamne l'époque française comme une humiliation inédite de la patrie, et en premier lieu de la Prusse, qui méprise les acquis de la domination napoléonienne en général et l'héritage constitutionnel en particulier⁽²⁵⁾ ; d'autre part, l'interprétation d'une majorité patriote et libérale-constitutionnelle qui critique la « domination étrangère », surtout pour ses débordements, mais qui insiste aussi sur les impulsions émancipatrices des luttes pour la liberté et qui émet un jugement équilibré sur la Confédération du Rhin⁽²⁶⁾, et même sur le royaume de Westphalie proprement dit. Cette dernière tendance, marquée par la coexistence d'un patriotisme modéré et d'une conscience du droit prononcée, est notamment manifeste dans la terminologie des publications de référence, où l'on trouve ainsi une conception de la liberté autant identitaire que libérale. Il va de soi que les événements de 1813 étaient lus comme une libération de l'Allemagne d'un joug étranger. Néanmoins, la majorité des auteurs tendait à rendre hommage aux acquis constitutionnels, notamment à l'introduction des libertés individuelles. Certes, dans l'ensemble, le jugement sur les réformes entreprises sous le règne de Jérôme faisait nombre de réserves quant à leur véritable impact. Mais si on critiquait les violations systématiques de la légalité par l'État napoléonien, si on lui reprochait la militarisation excessive de la société, on le faisait dans la perspective des avancées constitutionnelles de la période, avec un assentiment de principe au programme modernisateur des serviteurs de Napoléon⁽²⁷⁾, y compris l'émancipation des juifs⁽²⁸⁾.

Le traitement de la renaissance nationale et l'analyse du combat pour les libertés civiles étaient donc les deux faces d'une même médaille. Cela se manifeste aussi dans la périodisation. 1807, comme l'année de l'octroi de la constitution westphalienne, et 1813, comme l'année de l'« éveil national », furent traités comme des événements de même ampleur. Leur perspective d'arrivée était la même : c'était l'année 1871, en tant

25 Cf. Heinrich von TREITSCHKE, *Deutsche Geschichte im Neunzehnten Jahrhundert*, vol. 1: *Bis zum Pariser Frieden* (Berlin, 1879), Leipzig, 1927, p. 352; Theodor REHTWISCH, *Deutschlands Befreiungskämpfe 1813-1815. Gedenkschrift zur Jahrhundertfeier der großen Zeit*, Leipzig, 1913, p. 1.

26 Cf. Karl BECK, *Zur Verfassungsgeschichte des Rheinbunds*, Mayence, 1890, p. 46; Theodor BITTERAU, *Geschichte des Rheinbundes*, vol. 1: *Die Gründung des Rheinbundes und der Untergang des alten Reiches*, Munich, 1905.

27 Cf. surtout KLEINSCHMIDT et son ouvrage standard, *Geschichte des Königreichs Westfalen* (note 13), ainsi que le livre en deux volumes de Friedrich THIMME, *Die inneren Zustände des Kurfürstentums Hannover unter der französisch-westfälischen Herrschaft 1806-1815*, Hanovre/Leipzig, 1893 et 1895. Cf. aussi Rudolf GOECKE, « Jérôme Napoleon und das Königreich Westfalen », *Preußische Jahrbücher*, 51 (1883), p. 233-255; Rudolph HOLZAPFEL, *Das Königreich Westfalen. Mit besonderer Berücksichtigung der Stadt Magdeburg. Auf Grund archivalischer Forschungen im Geheimen Staatsarchiv zu Berlin, sowie im Königl. Staats- und in dem Stadtarchiv zu Magdeburg*, Magdebourg, 1895, surtout p. 104-107; Helene WEGENER, *Die Relationen Napoleons I. zum Königreich Westfalen, im besonderen durch die Mission des kaiserl. Gesandten, Grafen Reinhards am Kasseler Hof. 1807-1813*, vol. 1, Breslau, 1905; Joseph HARTMANN, *Geschichte der Provinz Westfalen*, Berlin 1912, p. 271 sq.; Hugo BRUNNER, *Geschichte der Residenzstadt Cassel*, éd. à l'occasion de la célébration du millénaire de la ville à la demande de la municipalité, Cassel, 1913, p. 327 sq et p. 351.

28 Cf. J. MAENSS, « Die Juden im Königreich Westfalen », *Geschichts-Blätter für Stadt und Land Magdeburg. Mitteilungen des Vereins für Geschichte und Altertumskunde des Herzogtums und Erzstifts Magdeburg*, 42 (1907), p. 47-66; Arthur KLEINSCHMIDT, « Dr. Israel Jacobson. Nach den Quellen », *Zeitschrift des Harz-Vereins für Geschichte und Altertumskunde*, 23 (1890), p. 202-212.

que point culminant d'un processus linéaire conduisant à la fondation d'un Empire, Empire qui avait réalisé l'unité allemande dans le cadre d'un État de droit.

Cette coïncidence entre nationalisme et constitutionnalisme apparaît aussi dans l'identification des acteurs centraux de cette époque et le jugement porté sur eux. Guillaume I^{er}, prince électeur de *Kurhessen*, ne fit pas partie de ce cercle. Même Heinrich von Treitschke, directeur de la *Historische Zeitschrift* en 1895-1896 et historien conservateur-libéral tristement célèbre pour ses thèses antisémites, n'a pas honoré le retour du monarque réactionnaire en automne 1813⁽²⁹⁾. Mais même son jugement sur Frédéric-Guillaume III de Prusse n'était pas entièrement positif. Il ne souscrivait nullement au mythe contemporain d'un roi courageux, multipliant les initiatives, tel que Heinrich Clauren avait pu le formuler dans sa chanson fameuse *Le roi appela et ils accoururent tous* en 1814⁽³⁰⁾. Les historiens et publicistes libéraux sont allés plus loin car ils ont même critiqué le souverain prussien qui avait pris possession en 1815 de nombreux territoires autrefois westphaliens. Ils le jugèrent comme un figurant, un prince qui avait tardé à joindre le front anti-napoléonien et qui avait agi d'une manière hésitante en ne tenant pas ses promesses sur la constitutionnalisation de la Prusse. Ludwig Ziemssen, par exemple, critiqua le comportement du roi de manière ouverte⁽³¹⁾. Quelques décennies plus tard, en mai 1932, Eckart Kehr résuma cette perspective dans une phrase qui fait ironiquement allusion à la chanson de Clauren : « Tous, oui, tous appelèrent, jusqu'à ce que le roi ou le prince électeur vint »⁽³²⁾.

Quant à Napoléon, il bénéficiait d'une appréciation davantage positive que les souverains allemands. En dépit du bilan déficitaire de sa politique de réformes et des réserves suscitées partout par l'expansionnisme français, il fut souvent vénéré comme général et homme d'État de génie, ou bien sa personne fut assimilée à des principes positifs : une bureaucratie efficace, le Code civil et la monarchie constitutionnelle⁽³³⁾. Même l'image de Jérôme Bonaparte, roi de Westphalie, devait connaître une révision partielle – alors que la littérature générale, surtout romanesque, continuait dans la même dénonciation du jeune frère de l'empereur. Jérôme Bonaparte fut rendu responsable de toutes les fautes administratives et financières commises au cours de ses sept ans de règne. Dans les descriptions de sa personne, on trouve tous les stéréotypes anti-français du tournant du siècle : *König Lustik* est décrit comme un monarque décadent et fainéant, aimant le luxe, avide, superficiel et surtout incompetent dans

29 H. von TREITSCHKE, *Deutsche Geschichte im Neunzehnten Jahrhundert* (note 25), p. 518.

30 Carl Gottlieb Samuel HEUN [Heinrich CLAUREN], « Der König rief und alle kamen », *Hermann. Eine Zeitschrift von und für Westfalen*, 11 (8 mars 1814), p. 44.

31 Cf. Ludwig ZIEMSEN, *Die Zeit Napoleon's. Bilder aus der Deutschen Geschichte*, vol. 2, Berlin 1892, p. 191 sq.

32 « Alle, wirklich alle riefen, bis (auch) der König oder der Kurfürst kamen » (Eckart Kehr dans une lettre à George W. F. Hallgarten datée du 30 mai 1932, citée par Hans-Ulrich WEHLER, « Einleitung », in : Eckart KEHR, *Der Primat der Innenpolitik. Gesammelte Aufsätze zur preußisch-deutschen Sozialgeschichte im 19. und 20. Jahrhundert*, éd. par H.-U. Wehler, Berlin, 1965, p. 1-29, ici p. 15 [note 37]).

33 Cf. Oskar KLEIN-HATTINGEN, *Die Geschichte des deutschen Liberalismus*, vol. 1 : *Bis 1871*, Berlin, 1911, p. 76 sq. Voir aussi Hans SCHMIDT, « Napoleon in der deutschen Geschichtsschreibung », *Francia*, 14 (1986), p. 530-560, ici p. 538-550.

les matières financières et militaires⁽³⁴⁾. Néanmoins, le ressentiment anti-français restait limité à sa personne, car au sein de son entourage, surtout composé de collaborateurs allemands francisés, les élites administratives et militaires d'origine française ne furent guère discriminées. La majorité des historiens d'époque wilhelminienne les prenait au sérieux comme acteurs et appréciait leurs mérites – alors qu'ils dépeignaient volontiers les Russes, arrivés en libérateurs, comme des occupants brutaux, sinon criminels⁽³⁵⁾. Mais avant tout, les historiens de l'époque du Deuxième Reich rendaient hommage au peuple allemand, c'est-à-dire aux victimes des guerres napoléoniennes⁽³⁶⁾.

Il ne saurait, par conséquent, être question de soutenir qu'une interprétation chauvine, francophobe et antilibérale des guerres de 1813 aurait eu cours dans l'Allemagne de la fin du XIX^e siècle. Cela laisse penser qu'en majorité, la bourgeoisie de talents, dont les historiens wilhelmiens faisaient partie, était moins autoritaire et moins nationaliste que ce que l'on aurait pu imaginer. La plus grande partie de cette génération, dont parfois les grands-parents avaient servi dans l'administration napoléonienne ou combattu dans les batailles de 1813⁽³⁷⁾, n'était contaminée ni par le chauvinisme national ni par l'antisémitisme. Évidemment, la victoire sur la France en 1871 avait produit un effet durable: une nonchalance, sinon une sérénité du vainqueur dont l'objectif central, la fondation d'un État nation et d'un État de droit, avait été atteint. D'un point de vue rétrospectif, c'était l'histoire d'un succès – tout en sachant que Frédéric-Guillaume III n'avait pas tenu ses promesses concernant la constitutionnalisation de la Prusse et que la restauration du système Metternich avait bloqué la modernisation politique en Allemagne pour plusieurs décennies⁽³⁸⁾. En conséquence, l'enthousiasme et la satisfaction des historiens n'étaient que modérés. La phrase par laquelle Arthur Kleinschmidt conclut sa synthèse est symptomatique de ce désenchantement sur l'écart entre l'espoir et la réalité et les conséquences immédiates de la libération: « Le royaume de Westphalie disparut entièrement de la surface de la terre, et personne ne bougea le petit doigt pour le conserver »⁽³⁹⁾.

Jusqu'à aujourd'hui, les livres de Kleinschmidt et de Thimme sont demeurés les études d'ensemble les plus complètes sur le royaume de Westphalie. Car après 1919, la Confédération du Rhin en général et le royaume de Westphalie en particulier subirent une *damnatio memoriae* qui devait persister jusqu'à l'après-guerre. À de très rares

34 Voir Maria SCHULZ, « Morgen wieder lustig! Die Erinnerungen an Jérôme Bonaparte und das Königreich Westphalen in Deutschland (1813-1945) », in: Michael EISENHÄUER, Thomas SMID et Arnulf SIEBENECKER (dir.), *König Lustig!? Jérôme Bonaparte und der Modellstaat Königreich Westphalen*, Munich, 2008, p. 169-175, ici p. 173 sq.

35 Voir A. OWZAR, « Kassel 1813 » (note 18), p. 363-369.

36 Cf. ERNST MÜLLER, *Westfalens Opfer in den Befreiungskriegen 1813-1815*, Münster, 1913; Otto WEDDIGEN, *Westfalens Anteil an den Befreiungskriegen. Ein Erinnerungsblatt zur Säkularfeier 1913-1915*, Leipzig, 1912.

37 Cf. A. KLEINSCHMIDT, « Aus den letzten Tagen des Königreiches Westphalen » (note 13), p. 281.

38 Voir notamment Walter M. SIMON, *The Failure of the Prussian Reform Movement, 1807-1819*, Ithaca (NY), 1955 et Enno KRAEHE, *Metternich's German Policy*, 2 vol., Princeton (NJ), 1963-1983.

39 « Das Königreich Westphalen verschwand von der Erde, und nicht eine Hand regte sich zu seiner Erhaltung » (A. KLEINSCHMIDT, *Geschichte des Königreiches Westfalen* [note 13], p. 654).

exceptions près⁽⁴⁰⁾, les historiens allemands ne s'intéressèrent plus ni au constitutionnalisme napoléonien ni à la politique des réformes. Les événements de 1813, idéalisés et romantisés comme l'aube du réveil national, furent le seul aspect de la période qu'on jugeât suffisamment mémorable. Pour la plupart des historiens professionnels comme des amateurs d'histoire passionnés, la fondation du Deuxième Reich demeurait comme un point de fuite – mais seulement au regard de l'achèvement du *Nationalstaat*. Désormais, les années 1807 à 1813 pouvaient être négligées comme phase de transition, et 1813 devint le véritable point de départ de l'histoire allemande contemporaine.

Même les historiens jadis libéraux avaient en apparence également cessé de s'intéresser à l'avènement des réformes et des libertés personnelles. Au lieu de cela, l'autonomie et la souveraineté nationales étaient devenues les principaux objets de l'historiographie de l'Allemagne contemporaine. Par « liberté », on désignait finalement, dans un sens identitaire, la liberté du peuple allemand par rapport à la domination française. Il était donc parfaitement logique qu'on ne parlât plus sous la République de Weimar des « guerres pour la liberté » (*Freiheitskriege*), mais presque exclusivement des « guerres de libération » (*Befreiungskriege*). Cependant, on ne le faisait plus dans une perspective conservatrice : ce qui différenciait la nouvelle acception du concept de « liberté » de manière significative par rapport aux usages du passé, c'est le fait qu'on n'identifiait plus les souverains comme les acteurs centraux de cette Histoire (hormis Napoléon, qui fut même vénéré par quelques nationaux-socialistes⁽⁴¹⁾) : l'accent était mis sur le peuple lui-même, prétendument habité par un nationalisme radical.

Cette évolution réductionniste de l'image des Français et de leur rôle dans l'histoire allemande s'explique aussi naturellement par les tendances anti-françaises de l'opinion sous le régime de Weimar. Au lendemain du traité de Versailles, le pays n'était plus guère prêt à accepter l'idée que la domination française ait eu des aspects positifs. Même des historiens et publicistes libéraux dénonçaient désormais la France comme l'ennemie héréditaire. Par exemple Hermann Oncken, qui s'engagea après la Première Guerre mondiale en faveur d'une démocratie parlementaire et qui soutint la politique extérieure de Gustav Stresemann, n'hésitait pas à identifier le pays voisin comme l'adversaire principal : « L'ennemi n'est pas à droite, l'ennemi n'est pas à gauche, l'ennemi se trouve sur le Rhin »⁽⁴²⁾. On était alors en 1924. De sorte que les années 1807 à 1812 tendaient à être réduites à leurs aspects les plus négatifs : on ne parlait plus des acquis révolutionnaires mais seulement de ce temps lointain où l'humiliation de la patrie avait été la plus profonde... D'une certaine façon, ces années furent considérées comme un parallèle au temps présent, celui du « *Diktat* » de Versailles ou de l'occupation de la Ruhr entre 1923 et 1925 – de même que l'année 1813 fut considérée comme le moment précurseur d'une libération à venir vis-à-vis de l'oppression française, et d'un affrontement inévitable à livrer contre des occupants illégitimes.

40 Cf., par exemple, Erwin HÖLZLE, « Das napoleonische Staatssystem in Deutschland », *Historische Zeitschrift*, 148 (1933), p. 277-293.

41 Voir Roger DUFRAISSE, « Die Deutschen und Napoleon im 20. Jahrhundert », *Historische Zeitschrift*, 252 (1991), p. 587-625, ici p. 609-613.

42 « Der Feind steht nicht rechts, der Feind steht nicht links, der Feind steht am Rhein! » (Hermann ONCKEN, « Verteidigung der Pfalz. Eine Rede zum Pfaltztage 1924 », in : H. ONCKEN, *Nation und Geschichte. Reden und Aufsätze 1919-1935*, Berlin, 1935, p. 185-200, ici p. 197.

En ce qui concerne la Westphalie, la *damnatio memoriae* incluait même les événements militaires de l'année 1813, de sorte que ni les opérations des troupes russes et westphaliennes ni les interventions civiles des élites administratives n'intéressaient réellement. Ce dédain s'explique entre autres par le fait que la Westphalie, au contraire de la Bavière, du Wurtemberg ou du Bade, était une création nouvelle complètement dépendante de l'Empire napoléonien et que par suite des guerres de 1813, elle avait entièrement disparu en tant qu'État, sans être continuée par aucune tradition politique ou administrative. Il n'était pas difficile de faire comme si elle n'avait jamais existé.

Enfin, la bataille de Leipzig qui avait été livrée dans la Saxe voisine, devenait un lieu de mémoire national beaucoup plus adéquat pour l'héroïsation d'une nation allemande réveillée⁽⁴³⁾, un lieu de mémoire qui pouvait servir de contrepoint à Compiègne et à Versailles⁽⁴⁴⁾ – nonobstant le fait qu'à Leipzig, des Allemands avaient combattu contre d'autres Allemands et que précisément les Saxons n'étaient passés du côté de la coalition qu'au tout dernier jour. Plus que tout autre, ce lieu de mémoire était qualifié pour exprimer le mythe de la libération et dispensait d'évoquer sérieusement le système dont on s'était libéré. À cela, s'ajoutait le fait que ce lieu était « réel » : un espace authentique pourvu d'un monument mégalomane et d'un lieu de rassemblement aux proportions gigantesques.

On trouvera sans doute peu surprenant que sous la République de Weimar, un tel lieu de mémoire ait pu être occupé par des adeptes de l'extrême droite, par des conservateurs, des ultranationalistes et des racistes. Le champ de bataille devint un des plus importants lieux de mémoire du national-socialisme après 1933. Désormais, le pathos nationaliste ne connut plus de bornes dans les hommages aux combattants, aux chefs militaires et aux masses prétendument surmobilisées, tandis que les réformes politiques et administratives, et surtout l'émancipation des juifs, étaient passées sous silence (ou attaquées d'un point de vue antilibéral et antisémite)⁽⁴⁵⁾. En même temps, l'importance du « moment » 1871 fut diminuée. On considéra l'Empire allemand

43 Voir Stefan-Ludwig HOFFMANN, « Mythos und Geschichte. Leipziger Gedenkfeiern der Völkerschlacht im 19. und frühen 20. Jahrhundert », in : Étienne FRANÇOIS, Hannes SIEGRIST, Jakob VOGEL (dir.), *Nation und Emotion. Deutschland und Frankreich im Vergleich. 19. und 20. Jahrhundert*, Göttingen, 1995, p. 111-121 ; Wolfgang ERNST, « Monument, Transfer und Translation : das deutsch-französische Gedächtnis der Leipziger Völkerschlacht », in : Étienne FRANÇOIS, Marie-Claire HOOCK-DEMARLE et al. (dir.), *Marianne – Germania. Deutsch-französischer Kulturtransfer im europäischen Kontext. 1789-1914*, vol. 1, Leipzig, 1998, p. 183-206 ; Kirstin Anne SCHÄFER, « Die Völkerschlacht », in : Étienne FRANÇOIS, Hagen SCHULZE (dir.), *Deutsche Erinnerungsorte II*, Munich, 2001, p. 187-201 ; Uwe PUSCHNER, « 18. Oktober 1813 : 'Möchten die Deutschen nur alle und immer dieses Tages gedenken !' – die Leipziger Völkerschlacht », in : Étienne FRANÇOIS, Uwe PUSCHNER (dir.), *Erinnerungstage. Wendepunkte der Geschichte von der Antike bis zur Gegenwart*, Munich, 2010, p. 145-163.

44 Voir Hagen SCHULZE, « Versailles », in : Étienne FRANÇOIS, H. SCHULZE (dir.), *Deutsche Erinnerungsorte I*, Munich, 2001, p. 407-421 ; Jean-Claude ALLAIN, « Das Schloß von Versailles », in : Horst MÖLLER, Jacques MORIZET (dir.), *Franzosen und Deutsche. Orte der gemeinsamen Geschichte*, Munich, 1996, p. 59-77.

45 Cf. par exemple Hans SCHMIDT, *Minden-Ravensberg unter französisch-westfälischer Herrschaft*, Francfort-sur-le-Main, 1933, p. 40-42 ; Heinz GÜRTLER, *Deutsche Freimaurer im Dienste napoleonischer Politik. Die Freimaurer im Königreich Westfalen 1807-1813*, Struckum, 1988 (édition originale probablement de 1943) ; Johannes WEIDEMANN, *Neubau eines Staates. Staats- und verwaltungsrechtliche Untersuchung des Königreichs Westphalen* (Schriften der Akademie für Deutsches Recht), Leipzig, 1936, p. 60.

comme un régime transitoire sur le chemin conduisant à la « révolution brune » et au soi-disant Troisième Reich. La lutte contre Napoléon servit avant tout à la mise en scène du système, en ce sens qu'elle offrait l'occasion d'affirmer l'existence d'une communauté imaginaire allemande, que l'on pouvait convoquer et mettre en place contre la France et les Français.

À cet égard, mais aussi pour ce qui est de la rhétorique nationaliste, on trouve beaucoup de parallèles entre l'époque nazie et l'historiographie de la RDA des années 1950. Après avoir d'abord identifié la Prusse avec le régime des hobereaux les plus réactionnaires politiquement, le parti communiste est-allemand (SED) commandita un renouvellement de l'interprétation de l'histoire des débuts du XIX^e siècle. À l'occasion de l'anniversaire des 140 ans de la bataille de Leipzig en 1953, il initia une révision complète de l'histoire prusso-allemande⁽⁴⁶⁾. En négligeant les acquis constitutionnels, les historiens est-allemands se concentrèrent sur les aspects négatifs de la domination étrangère et sur la lutte de libération – qui se traduisit non seulement par des jugements de valeur en général, mais aussi en particulier par la terminologie privilégiant largement les « *Befreiungskriege* »⁽⁴⁷⁾. Toutefois, à l'inverse de l'historiographie conservatrice, qui se concentrait surtout sur le roi de Prusse et sur les élites aristocratiques des territoires situés à l'est de l'Elbe, ils travaillèrent à mettre l'accent – conformément à l'idéologie marxiste-léniniste – sur les masses fraîchement converties au nationalisme. Une attention particulière fut accordée dans ce cadre aux événements westphaliens. Les insurrections du major Dörnberg et du major Schill furent instrumentalisées par une propagande de guerre froide qui érigeait la lutte entre les Français et les Cosaques en phénomène précurseur du conflit contemporain contre l'impérialisme anglo-américain et, dans ce cadre, de la fraternité d'armes unissant les Allemands de l'Est aux Soviétiques⁽⁴⁸⁾.

Avec cette lecture de l'Histoire, l'historiographie est-allemande était sur la même ligne que le SED, qui s'efforçait de légitimer l'alliance avec Moscou et la remilitarisation de la société est-allemande tout en évitant de se couper de l'ancienne bourgeoisie dénazifiée⁽⁴⁹⁾. L'historiographie n'était donc qu'une arme de propagande de plus dans le cadre de la guerre froide, sur laquelle jouait le Parti afin d'intégrer au régime une grande partie de la bourgeoisie cultivée nationaliste et anticommuniste. Néanmoins le SED devait modifier cette interprétation au début des années 1980, en prenant notamment comme thème les réformes napoléoniennes. Mais il resta attaché au mythe d'une guerre de libération jusqu'à la fin de la RDA⁽⁵⁰⁾.

46 Voir Gerd FESSER, 1813. *Die Völkerschlacht bei Leipzig*, Iéna/Quedlinburg, 2013, p. 103.

47 Cf. Heinz HELMERT, Hans-Jürgen USCZEK, *Europäische Befreiungskriege 1808-1814/15. Militärischer Verlauf* (Kleine Militärgeschichte. Kriege), Berlin, 1976.

48 Cf. l'introduction et le résumé de Heinz HEITZER, *Insurrektionen zwischen Weser und Elbe. Volksbewegungen gegen die französische Fremdherrschaft im Königreich Westfalen (1806-1813)*, Berlin-Est, 1959, surtout p. 5, p. 41 et p. 306.

49 Voir aussi Karl Heinz SCHÄFER, « 1813 – Die Freiheitskriege in der Sicht der marxistischen Geschichtsschreibung der DDR », *Geschichte in Wissenschaft und Unterricht*, 21 (1970), p. 2-21 ; Andreas DORPALLEN, « The German Struggle against Napoleon: The East German View », *Journal of Modern History*, 41 (1969), p. 485-516.

50 Cf. Helmut BOCK, « Die bürgerlichen Reformen und der Kampf gegen die napoleonische Fremdherrschaft (1807 bis 1815) », in : Walter SCHMIDT (dir.), *Deutsche Geschichte*, vol. 4 : *Die bürgerliche Umwälzung von 1789 bis 1871*, Berlin-Est/Cologne, 1984, p. 75-141.

En République fédérale, bien sûr, on ne trouve pas de pareilles visions de l'histoire nationale prescrite presque officiellement par la sphère politique. Mais comme en RDA, on peut observer des *topoi* nationaux et identitaires dans le discours proposé par l'historiographie sur la Confédération du Rhin et la Westphalie. Continuant à utiliser la terminologie conventionnelle des décennies précédentes, les historiens parlaient toujours d'une « domination étrangère » et d'une « guerre de libération ». Ils continuèrent de désavouer la politique réformiste en opposant les réformes de fond initiées par la Prusse contre le soi-disant pseudo-constitutionnalisme et le soi-disant pseudo-parlementarisme du royaume de Westphalie⁽⁵¹⁾. Néanmoins, au contraire de l'historiographie est-allemande, la discipline en Allemagne de l'Ouest cessa d'instrumentaliser les événements de l'année 1813, et il fut même permis de parler d'une perte progressive d'intérêt⁽⁵²⁾.

Cela se traduisit, par exemple, par une désaffection vis-à-vis de la bataille de Leipzig qui s'explique notamment par la géographie (car l'ancien champ de bataille ne se trouvait pas sur le territoire de la RFA). Mais il y avait aussi d'autres raisons, plutôt géostratégiques. Dans le cadre de l'intégration à l'Ouest, il n'était évidemment plus très opportun de surévaluer l'importance des conflits franco-allemands – bien que la majorité des historiens s'inscrivît dans une vision identitaire et prussophile de l'histoire allemande, et pour une certaine fraction, redynamisât le *topos* conservateur classique du roi Hohenzollern qui avait remobilisé les masses. Avec Gerhard Ritter, professeur à Fribourg-en-Brisgau entre 1925 et 1956, on avait affaire justement à l'un des historiens allemands les plus renommés de son temps, qui propagea ce mythe de Frédéric-Guillaume III. Dans sa biographie sur le réformateur prussien Stein, Ritter écrivait ainsi sans détour : « En obéissant volontiers à l'appel du roi, le peuple prussien se mit en ordre de bataille pour l'affrontement sanglant »⁽⁵³⁾.

De telles interprétations, nationalistes ou conservatrices, ne furent révisées qu'au début des années 1970, dans le cadre du changement de paradigme propre au passage à une historiographie à dominante structurale et sociale. Pour la première fois, on s'intéressait moins aux événements concrets et aux acteurs individuels ou collectifs, mais on se focalisait sur les structures, les processus de longue haleine, les masses anonymes, en privilégiant les facteurs socio-économiques⁽⁵⁴⁾.

51 Cf., par exemple, Ernst Rudolf HUBER, *Deutsche Verfassungsgeschichte seit 1789*, vol. 1 : *Reform und Restauration 1789 bis 1830*, Stuttgart, 1960, p. 88.

52 Voir aussi Theodor SCHIEDER, « Das Jahr 1813 und das heutige Europa », in : Th. SCHIEDER, Walter HUBATSCH (dir.), *Das Jahr 1813 und der Freiherr vom Stein* (Schriften der Freiherr-vom-Stein-Gesellschaft, 4), Münster, 1964, p. 7-26.

53 « Willig dem Ruf seines Königs folgend, trat das preußische Volk zum blutigen Waffengang an » (Gerhard RITTER, *Stein. Eine politische Biographie*, Stuttgart, 1958, p. 432).

54 Cf. Elisabeth FEHRENBACH, « Verfassungs- und sozialpolitische Reformen und Reformprojekte in Deutschland unter dem Einfluß des napoleonischen Frankreich », *Historische Zeitschrift*, 228 (1979), p. 288-316. Ce changement des paradigmes trouve son apogée dans l'ouvrage standard en cinq volumes de Hans-Ulrich WEHLER, la *Deutsche Gesellschaftsgeschichte*, Munich, 1987-2008. Dans notre contexte, se reporter surtout au vol. 1 : *Vom Feudalismus des Alten Reiches bis zur defensiven Modernisierung der Reformära 1700-1815*, Munich, 1987. Pour une vue d'ensemble de la recherche sur l'Allemagne napoléonienne, voir Roger DUFRAISSE, « Das napoleonische Deutschland. Stand

En même temps, une révision de l'évaluation de la politique réformiste, qui a défendu ses positions jusqu'à nos jours, pouvait aussi s'observer. Elle s'était largement débarrassée des termes à connotation identitaire comme celui de « domination étrangère »⁽⁵⁵⁾, et elle identifiait bien les réformes napoléoniennes en général et la constitutionnalisation de la Westphalie en particulier comme le point de départ de la modernisation de l'Allemagne contemporaine – sans se dissimuler la faillite de la plupart de ces réformes et la dégénérescence de l'État modèle dans le contexte d'un impérialisme d'exploitation au service des intérêts français⁽⁵⁶⁾. Cette révision était fondée sur une conception de la liberté dépouillée de toute connotation nationaliste. On ne critiquait plus la dépendance vis-à-vis du Grand Empire, ni l'origine française des nombreux hauts fonctionnaires, mais principalement le caractère militant, expansionniste et dictatorial du joug napoléonien – un point de vue qui témoigne aussi de la libéralisation et de l'eupéanisation qui gagnaient l'Allemagne de l'Ouest.

Du même coup, la périodisation de l'histoire allemande se modifia. Depuis lors en effet, ce n'est plus 1813 mais le tournant du siècle que l'on regarde comme la rupture décisive entre l'Allemagne d'Ancien Régime et l'Allemagne contemporaine, soit qu'elle ait inauguré une modernisation offensive (dans la Confédération du Rhin), soit qu'elle ait enclenché la modernisation d'une manière davantage défensive (en Prusse). Dans ce contexte, on citait dès les années 1980 le mot d'esprit de Thomas Nipperdey: « Au commencement était Napoléon »⁽⁵⁷⁾. Cette réévaluation, qui s'est établie d'ailleurs dans l'opinion publique, témoigne aussi d'un changement profond des mentalités, désormais libérées de la traditionnelle prussophilie et s'orientant davantage vers l'Occident et ses valeurs, normes et idéaux. Ce changement a concerné tous les courants politiques ouest-allemands, y compris les anciens tenants de la nouvelle gauche qui depuis les années 1980 ont adhéré à un nouveau patriotisme vis-à-vis de la constitution (*Verfassungspatriotismus*)⁽⁵⁸⁾.

Néanmoins, des lectures de type nationaliste et identitaire se rencontrent encore aujourd'hui dans certaines publications historiques de vulgarisation. On y critique la vision supranationale prêtée à Napoléon et on y invoque l'esprit des guerres de

und Probleme der Forschung unter besonderer Berücksichtigung der linksrheinischen Gebiete », *Geschichte und Gesellschaft*, 6 (1980), p. 467-483, et récemment Hans-Werner HAHN, Helmut BERDING, *Reformen, Restauration und Revolution 1806-1848/49* (Gebhardt Handbuch der deutschen Geschichte, 10^e éd., vol. 14), Stuttgart, 2010, p. 49-413.

55 Cf. Elisabeth FEHRENBACH, *Traditionale Gesellschaft und revolutionäres Recht* (Kritische Studien zur Geschichtswissenschaft, 13), Göttingen, 1978; Bernhard STRUCK, Claire GANTET, *Révolution, guerre, interférences (1789-1815)* (Histoire franco-allemande, 5), Villeneuve d'Asq, 2009.

56 Pour cette perspective, ont été particulièrement influentes les publications de Helmut BERDING, surtout sa thèse d'habilitation *Napoleonische Herrschafts- und Gesellschaftspolitik im Königreich Westfalen 1807-1813* (Kritische Studien zur Geschichtswissenschaft, 7), Göttingen, 1973.

57 « Am Anfang war Napoleon. » Thomas NIPPERDEY, *Deutsche Geschichte 1800-1866. Bürgerwelt und starker Staat* (1983), Munich, 1991 (5^e éd.), p. 11.

58 Pour ce concept qui a été forgé par le politologue allemand Dolf Sternberger et sauvegardé par le philosophe Jürgen Habermas, voir le récent livre de Jan-Werner MÜLLER, *Constitutional Patriotism*, Princeton, 2007.

libération⁽⁵⁹⁾, parfois dans une perspective ultranationaliste⁽⁶⁰⁾. Encore aujourd'hui aussi, on trouve des historiens amateurs qui sont persuadés de la médiocrité du royaume de Westphalie et de son caractère insignifiant pour l'histoire politique et sociale de l'Allemagne du XIX^e siècle. Ce n'est pas totalement étonnant, dans la mesure où le discours universitaire a toujours besoin d'un certain temps pour modifier la culture commémorative nationale par le biais de l'enseignement scolaire, des expositions ou des publications destinées au lectorat populaire. Une telle imprégnation n'a commencé que dans la première décennie du XXI^e siècle⁽⁶¹⁾ – soutenue par le boom d'une histoire constitutionnelle renouvelée et inspirée par des méthodes d'une nouvelle histoire de la culture politique. Elle se manifeste par des recueils traitant du royaume en général⁽⁶²⁾ et par des recherches menées sur la constitution elle-même⁽⁶³⁾, sur l'administration⁽⁶⁴⁾ et sur le parlement et les États du royaume de Westphalie⁽⁶⁵⁾ et enfin sur les transferts culturels et politiques entre la France et l'Allemagne⁽⁶⁶⁾.

Dans le même temps, un nouvel intérêt de l'historiographie universitaire pour les événements de 1813 peut être observé du côté d'une histoire militaire renouvelée, enrichie par exemple par des approches socio-historiques et culturalistes ou bien

59 Cf. Wolfgang VENOHR, *Napoleon in Deutschland. Zwischen Imperialismus und Nationalismus 1800-1813*, Munich, 1998, p. 299; Hannsjoachim W. KOCH, *Die Befreiungskriege 1807-1815. Napoleon gegen Deutschland und Europa*, Berg, 1987.

60 Cf. Mario KANDIL, *Die deutsche Erhebung 1812-1815. Die Befreiungskriege gegen die französische Fremdherrschaft. Eine Gesamtdarstellung*, Stegen, 2011, notamment p. 225.

61 Cf. les catalogues d'expositions traitant du royaume de Westphalie: Veit VELTZKE (éd.), *Napoleon: Trikolore und Kaiseradler über Rhein und Weser*, Cologne, 2007; EISENHAEUER/ SMID/ SIEBENECKER (dir.), *König Lustik!?* (note 34). Cf. aussi les publications adressées à un large lectorat comme Sebastian KRETZ, « Das deutsche Experiment. 1807-1813: Königreich Westphalen », *GEO EPOCHE*, p. 115-122 ou Helmut STUBBE DA LUZ, *'Franzosenzeit' in Norddeutschland (1803-1814). Napoleons Hanseatische Departements*, Brême, 2003.

62 Cf. DETHLEFS/OWZAR/WEISS (dir.), *Modell und Wirklichkeit* (note 16); Andreas HEDWIG, Klaus MALETTKE, Karl MURK (dir.), *Napoleon und das Königreich Westphalen. Herrschaftssystem und Modellstaatspolitik* (Veröffentlichungen der Historischen Kommission für Hessen, 69), Marbourg, 2008; Jens FLEMMING, Dietfried KRAUSE-VILMAR (dir.), *Fremdherrschaft und Freiheit. Das Königreich Westphalen als napoleonischer Modellstaat*, Cassel, 2009.

63 Pour une approche générale, cf. Michael HECKER, *Napoleonischer Konstitutionalismus in Deutschland* (Schriften zur Verfassungsgeschichte, 72), Berlin, 2005. Sur la constitution westphalienne: Ewald GROTHE, « Model or Myth? The Constitution of Westphalia of 1807 and Early German Constitutionalism », *German Studies Review*, 28 (2005), p. 1-19; Rüdiger HAM, Mario KANDIL, « Die napoleonischen Modellstaaten », in: Peter BRANDT, Martin KIRSCH, Arthur SCHLEGELMILCH (dir.), *Handbuch der Verfassungsgeschichte im 19. Jahrhundert. Institutionen und Rechtspraxis im gesellschaftlichen Wandel*, vol. 1: *Um 1800*, Bonn, 2006, p. 684-713.

64 Cf. Bettina SEVERIN-BARBOUTIE, *Französische Herrschaftspolitik und Modernisierung: Verwaltungs- und Verfassungsreformen im Großherzogtum Berg (1806-1813)* (Pariser Historische Studien, 85), Munich, 2008; Nicola TODOROV, *L'administration du royaume de Westphalie de 1807 à 1813: Le département de l'Elbe*, Sarrebruck, 2011.

65 Cf. Herbert OBENAUS, « Die Reichsstände des Königreichs Westfalen », *Francia*, 9 (1981), p. 299-329; J. LENGEMANN, *Parlamente in Hessen 1808-1813* (note 17); Stefan BRAKENSIEK, « Die Reichsstände des Königreichs Westphalen », *Westfälische Forschungen*, 53 (2003), p. 215-240.

66 Cf. Claudie PAYE, *'Der französischen Sprache mächtig'. Kommunikation im Spannungsfeld von Sprachen und Kulturen im Königreich Westphalen (1807-1813)* (Pariser Historische Studien, 100), Munich, 2013.

relevant de l'histoire du genre⁽⁶⁷⁾. Le centre d'intérêt principal demeure la « bataille des nations » de Leipzig – ce qui se répercute tant dans les expositions⁽⁶⁸⁾ que dans les célébrations commémoratives (surtout à Leipzig en 2013)⁽⁶⁹⁾ ou bien encore sur le marché du livre⁽⁷⁰⁾. Cependant, cette renaissance n'est nullement la conséquence d'un enthousiasme patriotique – et elle n'a donc mené à aucune relecture de ce que l'on nommait les « guerres de libération ». Au contraire, on observe que non seulement l'histoire officielle mais aussi l'historiographie savante s'efforcent d'euphémiser l'appréhension des événements. L'année 1813 est donc devenue une année européenne, elle n'est plus une césure purement allemande, même pas en ce qui concerne le réveil d'un nationalisme de masse que l'on date à présent d'une période plus tardive⁽⁷¹⁾. Les recherches actuelles ont déconstruit le mythe des guerres de libération et elles ont montré qu'au mieux, les guerres antinapoléoniennes avaient servi de catalyseur pour la naissance d'une conscience nationale⁽⁷²⁾. Ce qui intéresse surtout les chercheurs actuels, c'est d'un côté la formation d'une francophobie renouvelée⁽⁷³⁾ et de l'autre les aspects par lesquels la protestation allait au-delà de motifs simplement

67 Cf. Karen HAGEMANN, *'Männlicher Muth und Deutsche Ehre'. Nation, Militär und Geschlecht zur Zeit der Antinapoleonischen Kriege Preußens*, Paderborn, 2002. Voir aussi l'aperçu de la recherche de Katherine B. AASLESTAD, Karen HAGEMANN, « Collaboration, Resistance, and Reform: Experiences and Historiographies of the Napoleonic Wars in Central Europe. 1806 and Its Aftermath: Revisiting the Period of the Napoleonic Wars in German Central European Historiography », *Central European History*, 39 (2006), p. 547-579.

68 Par exemple, les expositions telles que « *Das Vaterland ist frey* » – 200 Jahre Befreiungskriege du Oberschlesisches Landesmuseum à Ratingen en 2013; *1813 – Auf dem Schlachtfeld bei Leipzig. Ein Rundgang durch das Gemälde « Siegesmeldung » von Johann Peter Krafft* du Deutsches Historisches Museum à Berlin en 2013/14; *Blutige Romantik. 200 Jahre Befreiungskriege* du Militärhistorisches Museum der Bundeswehr à Dresde en 2013-2014. Cf. aussi l'exposition permanente du Stadtgeschichtliches Museum à Leipzig.

69 Voir le site Internet <http://www.voelkerschlacht-jubilaem.de/> (29.12.2014, 9 h). Voir aussi Andreas PLATTHAUS, « Die Urururenkelgeneration. Herausforderung für die ganze Stadt: Leipzig gedenkt des zweihundertsten Jahrestags der Völkerschlacht », *FAZ*, 244 (2013), p. 29.

70 Surtout à l'occasion du bicentenaire plusieurs livres pertinents sont parus, parmi d'autres : G. FESSER, *1813* (note 46); Arnulf KRAUSE, *Der Kampf um Freiheit*, Darmstadt, 2013; Andreas PLATTHAUS, *Die Völkerschlacht und das Ende der alten Welt*, Berlin, 2013; H.-U. THAMER, *Die Völkerschlacht* (note 12). Voir aussi les articles correspondants dans Uwe NIEDERSEN (dir.), *Sachsen, Preußen und Napoleon: Europa in der Zeit von 1806-1815*, Dresde, 2013, p. 268-333 – un recueil distribué par le Centre de formation civique de Saxe (Sächsische Landeszentrale für politische Bildung). On trouve aussi quelques romans, par exemple Sabine EBERT, *1813 – Kriegsfeuer*, Munich, 2014.

71 Voir Ute PLANERT, « Wann beginnt der moderne deutsche Nationalismus? Plädoyer für eine nationale Sattelzeit », in: Jörg ECHTERNKAMP, Sven-Oliver MÜLLER (dir.), *Die Politik der Nationen. Deutscher Nationalismus in Krieg und Krisen. 1760-1960* (Beiträge zur Militärgeschichte, 56), Munich, 2002, p. 25-59.

72 Cf. Ute PLANERT, *Der Mythos vom Befreiungskrieg. Frankreichs Kriege und der deutsche Süden: Alltag – Wahrnehmung – Deutung 1792-1841* (Krieg in der Geschichte, 33), Paderborn, 2007; Alexandra BLEYER, *Auf gegen Napoleon! Mythos Volkskriege*, Darmstadt, 2013; Horst CARL, « Der Mythos des Befreiungskrieges. Die 'Martialische Nation' im Zeitalter der Revolutions- und Befreiungskriege 1792-1815 », in: Dieter LANGEWIESCHE, Georg SCHMIDT (dir.), *Föderative Nation. Deutschlandkonzepte von der Reformation bis zum Ersten Weltkrieg*, Munich, 2000, p. 63-82.

73 Cf. Karen HAGEMANN, « Francophobia and Patriotism: Anti-French Images and Sentiments in Prussia and Northern Germany During the Anti-Napoleonic Wars », *French History*, 18/4 (2004), p. 404-425.

nationalistes et s'alimentait au ressentiment contre la conscription, contre les contributions, et contre l'autorité exercée par les anciennes et nouvelles élites. Cette protestation était marquée par un esprit de résistance, au sens d'un *Eigensinn* (Alf Lüdtke)⁽⁷⁴⁾, de défiance envers l'État autoritaire et centralisé de type moderne qui accompagnait partout la construction napoléonienne. Les chercheurs se sont aussi attachés aux individus – protestataires, déserteurs et aux marginaux en tant qu'affidés dans une sorte de mouvement social avant la lettre. La liberté est ici alors comme une liberté individuelle, exigeant une libération des contraintes et des dogmes⁽⁷⁵⁾.

Ce changement de perspective résulte d'un nouvel esprit du temps – un esprit du temps qui est caractérisé par une attention accrue envers les rapports entre les sexes, à l'égard des minorités et vis-à-vis des contestataires, et qui est marqué par un scepticisme contre le militarisme, les idéologies et la massification de la culture. Au regard des méthodes et des approches professionnelles, ce sont l'*Alltagsgeschichte* et l'anthropologie historique qui correspondent à de telles approches – des approches qui se démarquent d'une manière significative de l'école historique de Bielefeld qui s'intéressait essentiellement aux phénomènes collectifs et aux transformations structurales.

Il n'est pas à exclure qu'on voie apparaître prochainement une nouvelle interprétation des événements de 1813. Aujourd'hui, cette date ne vaut plus grand-chose comme tournant de l'histoire allemande, mais qui sait ? Peut-être que d'ici dix ans, de jeunes historiens critiqueront nos recherches actuelles en y identifiant des lacunes, en y corrigeant des jugements erronés et en y démasquant une approche excessivement marquée par l'esprit de son temps ? Ou encore pire : peut-être le feront-ils d'une manière ironique ?

Résumé

Le royaume de Westphalie fut le premier État constitutionnel en Allemagne. En conséquence, les historiens sous l'Empire allemand, la République de Weimar, le Troisième Reich, la RFA et la RDA décrivent sa dissolution de manière contradictoire. En analysant les différentes représentations dans l'historiographie allemande, cet article se propose d'analyser les mentalités politiques des historiens professionnels qui ont

74 Cf. Thomas LINDENBERGER, « Eigen-Sinn, Herrschaft und kein Widerstand » (version 1.0.), *Docupedia-Zeitgeschichte* (2.9.2014), <http://docupedia.de/docupedia/images/9/99/Eigensinn.pdf> (31.12.2014, 11 h 30).

75 Cf. Winfried SPEITKAMP, « Sozialer und politischer Protest im napoleonischen Deutschland », in : Walter HEINEMEYER (dir.), *Hundert Jahre Historische Kommission für Hessen 1897-1997*, t. 2, Marbourg, 1997, p. 713-730 ; Stefan BRAKENSIEK, « Strukturen eines antinapoleonischen Aufstands – Grebenstein 1813 », in : Ute PLANERT (dir.), *Krieg und Umbruch: Mitteleuropa um 1800. Erfahrungsgeschichte(n) auf dem Weg in eine neue Zeit*, Paderborn, 2009, p. 45-61 ; Stefan HARTMANN, « Zu den inneren Verhältnissen im Königreich Westphalen. Betrachtungen und Analysen », in : Helmut BURMEISTER (dir.), *König Jérôme und der Reformstaat Westphalen. Ein junger Monarch und seine Zeit im Spannungsfeld von Begeisterung und Ablehnung*, Hofgeismar, 2006, p. 161-185, ici p. 180-185 ; Birgit HOFFMANN, « Aufrührer, Ruhestörer oder gute Patrioten ? Die gerichtliche Verfolgung von Selbstjustiz und Exzessen bei der Auflösung des Königreichs Westphalen im Gebiet des Herzogtums Braunschweig-Wolfenbüttel », *Braunschweigisches Jahrbuch für Landesgeschichte*, 79 (1998), p. 85-124.

toujours fait partie de la bourgeoisie culturelle allemande et qui ont appartenu aux Deutungseliten des XIX^e et XX^e siècles. On se focalise sur les concepts politiques, sur la pondération et l'évaluation des acteurs centraux ainsi que sur l'importance attribuée aux événements au cours de l'histoire allemande contemporaine. En tenant compte de ces trois approches, on arrive à établir un tableau des différentes stratégies narratives et des différents concepts de liberté qui se trouvent à la base de ses approches.

Zusammenfassung

Als erster Verfassungsstaat auf deutschem Boden war das Königreich Westphalen vielfältigen Interpretationen durch die Historiker als prominente Vertreter der Deutungseliten im 19. und 20. Jahrhundert unterworfen. Dementsprechend unterschiedlich fielen auch die Urteile aus, die im deutschen Kaiserreich, in der Weimarer Republik, im NS-Staat, in der DDR und in der Bundesrepublik Deutschland über den Zusammenbruch dieses Staates gefällt wurden. Im vorliegenden Artikel werden die sich auf Staatlichkeit und Herrschaft beziehenden Termini einer genaueren Analyse unterzogen. Desweiteren geht es um die Rolle, die den Akteuren und Strukturen zugeschrieben wurde, und um den Stellenwert, den die Historiker den Ereignissen von 1813 für den Verlauf des „langen 19. Jahrhunderts“ beimaßen: Wann und warum wurde 1813 zum Beginn der modernen deutschen Geschichte stilisiert bzw. in seiner historischen Bedeutung herabgestuft und schließlich durch eine andere Zäsur ersetzt?